

LA GAZETTE DES QUATRE SAISONS

N°26 Novembre 2019

Depuis sa dernière parution du mois de mai, la « gazette » s'était un peu endormie, et a été réveillée par cette photo qu'elle a trouvée émouvante.

A l'heure où cette jeune fille est critiquée par de nombreuses «personnalités», politiques et intellectuelles, la «gazette» souhaite rapporter ses propos tenus lors de la conférence sur le climat à l'ONU en septembre dernier :



« La soixantaine de chefs d'Etats rassemblés ce lundi au sommet de l'ONU pour le climat s'en souviendront. Greta Thunberg, invitée à s'exprimer pour la première fois aux Nations unies, n'a pas fait dans la demi-mesure en s'adressant à eux. C'est un véritable savon que l'activiste suédoise, connue désormais depuis des mois pour son combat actif contre le dérèglement climatique, a passé à Emmanuel Macron et consorts, dans un discours à mi-chemin entre l'émotion et la colère. "Vous nous avez laissés tomber", a-t-elle regretté, le regard noir et sévère. Et de bousculer un peu plus, du haut de ses seize ans, les grands de ce monde : "Nous ne vous pardonnerons jamais. Nous ne vous laisserons pas vous en sortir comme ça. Le monde se réveille, et le changement arrive, que cela vous plaise ou non".

Greta Thunberg a également pointé du doigt le fait qu'à son âge, c'est à l'école qu'elle devrait être, et non pas à New York en train de défendre la cause écologiste. "Vous avez volé mes rêves et mon enfance avec vos paroles creuses", a lancé l'adolescente. "Les gens souffrent, ils meurent. Des écosystèmes entiers s'effondrent, nous sommes au début d'une extinction de masse, et tout ce dont vous parlez, c'est d'argent, et des contes de fées de croissance économique éternelle", s'est-elle justifiée. »
(Source : site Internaute.com)

L'évolution des émissions de gaz à effet de serre en France

C'est la loi pour «la Transition Energétique», votée en 2015, qui a posé les bases d'une «stratégie nationale bas carbone» devant permettre à la France de respecter ses objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) sur le moyen et le long terme (- 40% en 2030 et – 75% en 2050, par rapport à 1990) de façon à appliquer les conclusions de l'accord de Paris (2015) visant à limiter à 2° l'augmentation de température (en moyenne mondiale) par rapport à avant l'ère industrielle.

« L'Observatoire pour la Transition Energétique », mis en place par le Réseau Action Climat (RAC) et le Cler-Réseau (réunissant 300 structures professionnelles), est un outil de suivi et d'évaluation des résultats énergétiques français.

Leurs conclusions :

- En 2018, les émissions de gaz à effet de serre (GES) ont baissé de 4,2 % par rapport à 2017, en partie grâce à un hiver doux. Mais ces émissions **dépassent de 4,5 %** la part annuelle du budget carbone.
- Le secteur des transports est le premier émetteur de GES en France (31% des émissions). Elles ont baissé en 2018, mais **dépassent de 12,8 % l'objectif fixé**. En cause : des voitures neuves plus polluantes, et un fret routier en hausse.
- Pour le secteur du bâtiment, les émissions ont également baissé, en partie grâce à l'hiver doux. Néanmoins, **l'écart avec les objectifs est de + 14,5 %** car la rénovation énergétique est insuffisante.
- En 2018, la consommation d'énergie est au-delà, à **+ 4,5 %, de l'objectif fixé**.
- Toujours en 2018, il y avait **16,5 % d'énergies renouvelables** dans la consommation globale d'énergie, alors qu'il était **prévu 23 %**.

Les jeunes en action



Mercredi 6 novembre, une cinquantaine de membres des Associations Amis de la Terre et ANV-Cop21, se sont introduits à l'hôtel Intercontinental et ont interrompu la « Conférence Annuelle Européenne du Gaz » qui se tenait à partir de 14 h., à laquelle assistaient 300 représentants de l'industrie gazière : industriels (Total, Eni,...), financeurs (Commission Européenne, Société Générale).

Vers 16h30, les organisateurs ont décidé d'annuler la conférence.

« L'objectif opérationnel est atteint » a déclaré un porte-parole des Amis de la terre. « Nous voulions interrompre cet événement pour demander l'arrêt des financements aux énergies fossiles. En particulier nous voulions demander aux députés de rejeter les soutiens à l'export accordés au pétrole et au gaz actuellement en discussion à l'Assemblée Nationale dans le cadre du projet de loi de finances pour 2020. Ces subventions soutiennent des projets d'exploration pétrolière et gazière, en particulier en Arctique et au Mozambique, et l'Etat n'entend pas y renoncer. Par ailleurs, cette action s'inscrit dans notre campagne contre la Société Générale qui soutient des projets d'exploitation de gaz de schiste en Amérique du Nord, parmi lesquels le terminal d'exploitation Rio Grande LNG au Texas».

(Source, le site « Reporterre .net »)

EuropaCity, (suite de la Gazette N° 25 ...)

Jeudi 7 novembre, à la sortie du « Conseil de défense écologique », la ministre Elisabeth Borne a déclaré que EuropaCity n'est pas « la bonne réponse au défi du territoire » et « n'est pas cohérent avec l'ambition que nous portons en matière de transition écologique ». C'est un projet qui « répond à une conception datée de l'aménagement du territoire et à un certain mode de consommation ». « L'état ne souhaite pas que ce projet se poursuive ».

Un haut-fonctionnaire (F. Rol-Tanguy) a été nommé avec pour mission de « proposer avec les élus une vision du territoire et d'esquisser d'autres projets ». Il a été précisé que la desserte par la ligne 17 du Grand Paris Express n'est pas remise en cause... De plus, un certain flou fait que les Associations opposées au projet ne crient pas victoire.

Il n'a pas fait été mention du projet alternatif proposé par les Associations opposées à EuropaCity : le projet CARMA (Coopération pour une Ambition Rurale et Métropolitaine Agricole) porté par le Collectif pour le Triangle de Gonesse (dont le Réseau AMAP-IDF est membre) et consultable sur «nonaeuropacity.com». Il peut se résumer en quatre pôles : 1) un pôle de production agricole et alimentaire destiné aux habitants d'Ile de France, et non au marché mondial. 2) un pôle de transformation des produits agricoles. 3) un pôle de recherche, de formation et de découverte de cette pratique agricole. 4) un pôle de retour à la terre de la matière organique qui existe tout autour du triangle pour maintenir la qualité des sols. (Sources : elysée.fr, nonaeuropacity.com, 20minutes.fr, mediapart@nfo.mediapart.fr)

(Mise en page : p.s.)